

Georg Lukács

*La crise de la  
Révolution italienne.*

1920

Traduction de Jean-Pierre Morbois



*Carte de l'Italie dans les années 1930 :*

- Territoires du royaume d'Italie (1918-1940)
- Terres irrédentes
- Autres territoires à population italique ayant fait partie des anciens États italiens



*Le mouvement d'occupation des usines en Italie (Août 1920)*

GEORG LUKÁCS : LA CRISE DE LA RÉVOLUTION ITALIENNE.



Georg Lukács

Ce texte est la traduction de l'essai de Georg Lukács :  
*Die Krise der italienischen Revolution* (1920).

Il occupe les pages 96 à 102 du recueil *Revolution und Gegenrevolution, Politische Aufsätze II* [Révolution et Contrerévolution, Essais politiques II.] (Sammlung Luchterhand, Darmstadt & Neuwied, 1976).

Il a été publié à l'origine en hongrois sous le titre : *Az olasz forradalom válsága* dans *Proletár*, première année, du 23/09/1920, pp 5-6, revue du PCH éditée à Vienne de 1920 à 1922.

Il était jusqu'à présent inédit en français.

Toutes les notes de bas de page sont du traducteur.

Lukács commente, dans cet article et dans celui publié quelques jours plus tard dans *Kommunismus*, le vaste mouvement d'occupation des usines qui se développe en Italie au printemps et à l'été 1920. Convaincu de l'imminence de la Révolution prolétarienne, il souligne que cette ébullition est vouée à l'échec, faute d'un parti communiste qui le dirige et qui lutte, non seulement contre le patronat, mais aussi contre l'État bourgeois.



Le lecteur qui voudrait approfondir la connaissance historique de cette période pourra à ce propos se rapporter aux articles d'Antonio Gramsci dans l'*Ordine Nuovo*.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> In *Écrits politiques. I. 1914-1920*. Textes choisis, présentés et annotés par Robert Paris. Paris, Éditions Gallimard, 1977.

## *La crise de la Révolution italienne.*

Il ne se passe pas de jour sans que les travailleurs italiens, dans un brasier révolutionnaire héroïque, n'occupent une usine pour en prendre possession au nom du prolétariat. Le mouvement pour les salaires des métallos italiens s'est rapidement mué en un mouvement révolutionnaire, politique, général, et il s'est étendu à un rythme rapide à toute l'Italie. Pourquoi, nous qui justement ne voyons rien de critique pour la révolution dans la défaite et la retraite de l'armée russe,<sup>2</sup> parlons-nous de la crise de la Révolution ? Comprendons bien la situation : quand nous parlons d'une crise, de la crise de la révolution, cette constatation n'a rien à voir avec les lamentations qu'on peut entendre de la part des réformistes de diverses nuances à l'égard du récent élan révolutionnaire du mouvement italien. Nous ne parlons, ni de l'éventuelle pénurie de charbon à venir, ni de l'éventuel boycott des capitalistes contre l'Italie soviétique, ni de la « maturité » pour la Révolution de la classe ouvrière ou de la production. Nous pensons et nous voyons bien que l'Italie est mûre pour la Révolution. Nous savons, – comme le soulignent nos camarades de Moscou dans leur lettre adressée<sup>3</sup> au prolétariat italien – que les États capitalistes occidentaux ne sont, ni militairement, ni économiquement capables d'intervenir efficacement contre une éventuelle Italie soviétique. Mais si pourtant ils le tentaient, la lutte des classes dans leur propre pays s'aggraverait de manière

---

<sup>2</sup> Échec de l'offensive russe sur Varsovie en Août 1920.

<sup>3</sup> Voir en annexe : *Lettre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au Parti Socialiste Italien*, 27 août 1920.

catastrophique. Toutes les circonstances plaident pour le succès de la Révolution italienne. Et le prolétariat italien lui-même organise sa Révolution avec un héroïsme vraiment révolutionnaire et il a, avec la prise de possession des usines, atteint déjà des « résultats révolutionnaires ». Pourquoi regardons-nous pourtant cette situation d'un œil critique.

Anticipons en quelques mots sur le résultat de notre étude : *la situation de la révolution est critique parce que le mouvement révolutionnaire des masses n'est pas dirigé par un parti communiste conscient*. La situation actuelle de la révolution italienne est presque un cas d'école du danger que signifie pour l'émancipation du prolétariat le manque d'organisation en un parti, l'absence d'un parti révolutionnaire. Et plus significatif est cet exemple, et plus il est important que le prolétariat en tire *rapidement et radicalement* tous les enseignements, car il est plus que vraisemblable qu'il en sortira une tragédie pour les mouvements révolutionnaires des États occidentaux.

Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste a défini de manière précise le rôle du Parti dans la Révolution. Il l'a fait de manière unanime, et au travers d'un comité auquel participaient, non seulement les représentants des Partis communistes, mais aussi ceux des unions syndicalistes et semi-syndicalistes révolutionnaires occidentales (l'IWW américaine et le Shop Steward Movement)<sup>4</sup> Mais même la meilleure

---

<sup>4</sup> IWW : *Industrial Workers of the World*, syndicat international fondé aux USA en 1905. *Shop Stewards Movement* : [Mouvement des délégués d'Usine] fondé au Royaume-Uni pendant la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale.

résolution reste lettre morte si son contenu ne passe pas dans l'ADN des travailleurs, si son esprit et son importance ne peut pas guider efficacement *son action*. Et cela ne s'est pas produit en Italie. Le mouvement révolutionnaire actuel des travailleurs italiens est un *mouvement typiquement syndical*. La crise qui affecte de cette façon le prolétariat italien est *la crise du syndicalisme* qui, si elle est résolue, pourrait éclairer de manière décisive les mouvements révolutionnaires ouvriers de tous les États occidentaux, et pourrait ainsi faire faire un grand pas en avant à la Révolution mondiale.

Le mouvement syndical révolutionnaire a découlé de la déception à l'égard des anciens partis et principalement de leur activité parlementaire. Les larges masses ouvrières des États occidentaux, en particulier leurs éléments vraiment révolutionnaires, en sont, bien longtemps déjà avant la guerre, arrivés à la constatation que l'activité « politique » parlementaire de leurs partis ne faisait pas avancer la lutte de classe du prolétariat. À la place d'actions sous forme de bavardages, à la place d'opportunismes, ils ont voulu et annoncé un combat impitoyable. Mais au lieu de faire du parti un facteur actif, un guide de la Révolution, ils ont rejeté le parti *en général*. Au lieu de conclure un compromis parlementaire avec l'État bourgeois et d'attiser un combat à outrance, ils ont exclu (consciemment ou non) l'État de la lutte de classes et ont voulu, par des actions directes, en finir avec le capital, le détruire.

Les dangers théoriques et pratiques de ce point de vue sont évidents. La puissance physique et spirituelle du capitalisme est concentrée dans l'État. Sans la

destruction et la conquête de l'État, il n'y a pas de succès partiels qui peuvent représenter un véritable résultat pour la classe ouvrière. Tant que le prolétariat n'a pas rompu intellectuellement avec la croyance erronée en un État situé au-dessus des classes avec laquelle la bourgeoisie l'égare constamment, tant qu'il n'entreprend pas le combat contre l'État, on ne peut pas obtenir de véritable résultat. *Mais contre l'État, on ne peut cependant lutter qu'avec une organisation en Parti.* Les organisations syndicales peuvent, au sein des entreprises, guider les travailleurs contre *quelques capitalistes* ou groupes capitalistes. Mais même si tous les travailleurs de toutes les entreprises voulaient s'engager ensemble et solidairement contre tous les capitalistes (ce qui n'est presque jamais réalisable pratiquement), toutes les organisations de la violence étatique, qui alors transformeraient en défaite toute victoire obtenue, resteraient intactes.

À cela s'ajoute que seul le Parti est l'organisation appropriée à la conduite *unitaire et organisée* de la lutte de classes. Dans la phase actuelle aiguë, révolutionnaire, de la lutte des classes, toutes les luttes économiques sont en même temps des luttes politiques et inversement ; seules les couches consciemment révolutionnaires de travailleurs qui se rassemblent dans le Parti peuvent atteindre le niveau *de vue d'ensemble révolutionnaire* qui permet cette *unité organique* de la lutte de classe économique et politique qui est d'une importance absolument vitale. La condition préalable pour cela est naturellement que le parti soit un parti vraiment révolutionnaire. La maladie du syndicalisme, on ne peut pas la combattre d'une manière simplement théorique.



Elle doit être soignée là où elle est née. Le monde ouvrier, avec un instinct juste, s'est détourné des partis opportunistes. On ne peut le rassembler dans un parti révolutionnaire que s'il a à nouveau confiance en un parti politique, que s'il apprend dans sa propre chair que le parti, en tant que guide conscient de la Révolution, marche à la pointe du mouvement et pas derrière lui, ne veut pas l'éteindre ni le conduire vers des solutions pacifiques. Mais jusqu'ici, cela ne s'est pas mis en place en Italie. Non seulement le Parti Socialiste Italien appartenant à la I<sup>ère</sup> Internationale a toléré dans ses rangs Turati et Treves,<sup>5</sup> mais il leur a permis d'exercer une influence décisive dans l'activité de l'importante fraction parlementaire. C'est pourquoi l'activité de l'aile gauche révolutionnaire s'est épuisée aussi en grande partie dans du verbiage révolutionnaire. Les quelques actions révolutionnaires du monde ouvrier sont restées dans direction. Le parti a toléré leur relâchement, il a même parfois aidé à son désarmement. Il ne s'est pas appliqué à la conscientisation du monde ouvrier. Il n'a pas fait infuser dans le monde ouvrier l'idée qu'il devait en confiance, sous sa direction, mener à terme son combat révolutionnaire. Il a négligé – pour ne citer qu'un exemple parmi beaucoup d'autres – d'exploiter les graves perturbations et la décomposition de la machine d'État italienne qui existait immédiatement après la guerre. Il a toléré sans résister l'organisation de l'ultra-violence à laquelle se fie la contre-révolution, la garde blanche (*guarda regia*).<sup>6</sup>

---

<sup>5</sup> Filippo Turati (1857-1932), Claudio Treves (1869-1933), hommes politiques et journalistes socialistes italiens.

<sup>6</sup> *Guardia regia* : Corps de police italien (1919-1922).

On peut ainsi comprendre que les larges masses des travailleurs italiens, vraiment décidées à la Révolution, soient restées continûment sous l'influence de l'idéologie syndicaliste et aient agi dans cet esprit. Et le parti a été presque totalement exclu de la direction de la Révolution.

Le danger né de la sorte a été encore aggravé par la conscience de classe fortement développée de la bourgeoisie italienne, qui s'est puissamment exprimée dans la politique de Nitti et du Président du Conseil Giolitti.<sup>7</sup> Lorsque, dans le monde ouvrier italien, se sont fait sentir de forts courants de solidarité envers la Russie soviétique, le gouvernement a, par des déclarations de neutralité insignifiantes, évité la possibilité que cette question puisse consciemment exacerber la lutte de classes interne. Et au lieu de contraindre le gouvernement à des actions qui auraient dévoilé sa solidarité avec la contrerévolution internationale, le parti a conduit une « grande politique » et a considéré comme de grandes « avancées » ces déclarations gouvernementales qui, comme le prouvent les derniers entretiens de Giolitti et Millerand,<sup>8</sup> n'entravaient en aucune façon l'activité contrerévolutionnaire du gouvernement italien. C'est ainsi qu'agissent Giolitti et son ministre du travail,

---

<sup>7</sup> Francesco Nitti (1868-1953), homme politique italien, membre du Parti radical historique. Président du conseil des ministres du 23/06/1919 au 15/06/1920 et plusieurs fois ministre.

Giovanni Giolitti (1842-1928), homme d'État italien, libéral, plusieurs fois ministre et président du Conseil, notamment du 15/06/1920 au 04/07/1921.

<sup>8</sup> Alexandre Millerand (1859-1943), homme d'État français, président du Conseil du 20/01 au 23/09/1920, puis président de la République du 23/09/1920 au 11/06/1924.

l'ancien syndicaliste révolutionnaire Labriola,<sup>9</sup> à l'égard du mouvement actuel. Ils se comportent de manière neutre. Ils n'opposent aucune violence militaire effective à l'occupation des usines. Ils agissent et travaillent en sous-main pour que le mouvement révolutionnaire s'effondre sur lui-même. Ils parviennent ainsi à ce que le monde ouvrier ne voie pas du tout clairement *qu'il lui faut briser la puissance de l'État avant de pouvoir vraiment prendre possession des usines*, sinon, il s'épuise dans des combats partiels, sans résultats, et l'État peut entreprendre le combat contre lui quand et où cela lui est le plus favorable. Ainsi, la crise de la Révolution s'aggrave : *est-ce que le parti réussit à opposer le monde ouvrier révolutionnaire à l'État bourgeois ?* Est-ce qu'il réussit à faire sortir le prolétariat révolutionnaire de la phase des actions spontanées isolées, et à le guider vers une action révolutionnaire unitaire organisée.

L'occupation des usines en soi ne peut en effet pas encore conduire à la victoire de la Révolution. Pas seulement parce que les banques sont restées entre les mains des capitalistes, et qu'ainsi, tôt ou tard, la prise de possession – à cause du manque d'argent – s'effondrerait obligatoirement. Même si les banques étaient aux mains du prolétariat, l'État aurait la possibilité de paralyser leur action. Même si le mouvement s'étendait *à l'ensemble de la vie économique*, le prolétariat serait confronté à la puissance *intacte* de l'État, – et elle lui serait confrontée dans les circonstances les plus défavorables, comme si elle s'était heurtée à lui dès le début. Il est ainsi à

---

<sup>9</sup> Arturo Labriola (1873-1959), homme politique et économiste italien. À ne pas confondre avec le philosophe Antonio Labriola.

redouter que les troupes de l'armée des travailleurs les plus courageuses et, de ce fait, celles qui s'avancent le plus courageusement progressent presque sans résistance, occupent toutes les positions qu'ils n'auraient pas pu avoir dans le cas d'une forte résistance (en raison de leur isolement), et le plus grand, c'est qu'ils ne se heurtent qu'alors à un véritable adversaire, qu'ils ne doivent qu'alors se défendre d'une véritable contre-offensive alors qu'ils se croyaient déjà vainqueurs. Le danger ne consiste donc pas en ce que cette action du monde ouvrier italien se termine éventuellement par une défaite, quelques défaites sont inévitables dans la Révolution, mais en ce que la défaite puisse avoir peut-être pour conséquence une démoralisation, une diminution de l'envie de combattre, un ébranlement de la foi en la Révolution.

Seule une honnêteté et une autocritique sans faille peut aider en la circonstance. *Le Parti italien doit admettre que c'est sa faute si le monde ouvrier italien a encore une infinité de préjugés syndicalistes, si la direction de la Révolution lui a glissé des mains.* Il faut que s'engage au sein du Parti un processus d'épuration. Non seulement il faut que les réformistes soient expulsés du Parti, mais il faut aussi que les derniers reliquats d'opportunisme disparaissent des esprits. Les dirigeants du Parti italien ont participé à la conférence de Moscou. Ils ont reçu de l'Internationale, sous forme d'ultimatum, l'exigence de l'épuration du Parti. Il est impossible que cela reste sans effet. Mais il est également impossible qu'un monde ouvrier aussi totalement révolutionnaire que l'est l'italien ne puisse pas créer de Parti révolutionnaire. Et si cela réussit, alors cette crise signifie la certitude de la

victoire pour le prolétariat italien et cela sera aussi une bénédiction pour le monde ouvrier de tout l'occident.



## *Annexe : Lettre au Parti Socialiste Italien*

Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

27 août 1920.

À la direction du Parti,  
À tous les membres du Parti,  
À tout le prolétariat révolutionnaire.

Votre délégation au 2<sup>ème</sup> Congrès Universel de l'Internationale Communiste vous rapportera les résolutions et tous les travaux de ce Congrès. Le Comité Exécutif, en outre, considère indispensable de vous envoyer cette lettre, qui commente quelques points des résolutions, en ce qui concerne la Section Italienne de l'Association Internationale du prolétariat communiste révolutionnaire.

Les rapports officiels de vos délégués, les journaux et d'autres documents qui nous furent soumis, les nombreuses interviews que nous avons eues avec tous les camarades italiens qui sont venus en Russie, nous ont donné la possibilité, croyons-nous, de nous former une idée exacte de l'état de choses actuel dans le Parti Italien. Le projet de cette lettre a été soumis, dans ses grandes lignes, à tous les délégués italiens, avec lesquels nous avons minutieusement examiné toutes les questions soulevées dans cette lettre.

Le Comité Exécutif se propose d'attirer l'attention de tous les membres du Parti sur quelques points faibles de la politique du Parti lui-même. Il considère que ce n'est pas seulement son droit, mais surtout son devoir essentiel. Le prolétariat militant n'a aucun intérêt à masquer, au moyen de procédés bureaucratiques et diplomatiques, les fautes et les erreurs que ses organisations commettent. Notre intérêt est de ne pas nous faire de compliments réciproques, mais de nous éduquer en profitant de l'expérience que nous offre le mouvement d'émancipation des travailleurs de tous les pays.

Dans la lutte internationale contre le capitalisme, le prolétariat italien et son Parti marchent en première ligne. Votre Parti a été des premiers à adhérer à la 3<sup>ème</sup> Internationale, et c'est une raison de plus pour établir une ligne d'action très nette afin de vaincre au plus tôt les conséquences néfastes des fautes volontaires ou involontaires du Parti.

Camarades, nous attirons surtout votre attention sur la situation internationale. Il est évident pour tout le monde que nous entrons dans la période de lutte suprême contre le capital. La guerre de la Pologne militariste contre la Russie prolétarienne, guerre où la Pologne est soutenue par le capitalisme international, se transformera sans doute en lutte entre le capital et le travail.

Aussi le premier devoir de tous les partis qui acceptent, non seulement en paroles, mais en fait, la dictature du prolétariat, est de s'apprêter à jeter au moment opportun, dans la balance, tout le poids de l'énergie révolutionnaire du prolétariat.

Il n'y a rien de plus faux que l'attente indéfinie de la révolution dans les autres pays.

S'il y a des camarades italiens qui attendent que la révolution éclate dans les autres pays, parce que l'Italie ne pourrait pas se suffire à elle-même pour le ravitaillement et le charbon, les camarades des autres pays présenteront des arguments analogues. En Allemagne, on dit qu'il n'est pas possible de s'emparer du pouvoir par crainte de

l'Entente. En Autriche, on ne le peut pas parce que l'Amérique et les Alliés interrompraient toutes relations commerciales, etc. Il est évident que de cette façon, on forme une protection des capitalistes contre la révolution et on retarde la révolution internationale précisément à l'instant où il serait nécessaire de la développer.

Le Comité Exécutif sait qu'il y a des moments où le prolétariat a intérêt à attendre que ses forces augmentent et que celles de la bourgeoisie diminuent. Mais il ne faut pas oublier que chaque instant de trêve donne aussi à la bourgeoisie le moyen d'organiser ses forces et de créer l'armée blanche en armant les « fils à papa », les paysans riches et tous ceux qui craignent le bolchevisme. Il est évident que la bourgeoisie italienne est loin d'être aussi mal organisée qu'elle l'était il y a une année. Elle recueille ses forces, et pendant qu'elle s'arme, cherche à diviser et démoraliser le prolétariat italien, aidée dans cette besogne par les réformistes.

Le danger est grand.

Si la bourgeoisie italienne continue à se renforcer, elle deviendra menaçante. En apeurant les ouvriers avec le spectre de l'Entente, les leaders conduisent les masses, volontairement ou involontairement, vers l'erreur. L'Entente ne pourra certainement pas envoyer ses armées aujourd'hui contre la classe ouvrière italienne qui se révolte et qui vaincra la bourgeoisie.

Les événements qui viennent de se dérouler en Angleterre à la suite des essais du capitalisme anglais pour aider activement la Pologne blanche en sont la démonstration évidente. Les ouvriers anglais sont animés de sentiments révolutionnaires.

La bourgeoisie française n'osera pas envoyer ses armées pour étouffer la révolution prolétarienne en Italie, et si elle essaye de le faire, elle se cassera, le cou dans cette aventure. Si quelques dirigeants épouvantent les ouvriers avec la possibilité du blocus contre l'Italie dans le cas d'une insurrection victorieuse du prolétariat, ils le font en partant d'une conception erronée du problème. Mais, en admettant que ce blocus soit possible, doit-il être un argument contre-révolutionnaire ?

Il est évident que dans tous les pays du monde, la victoire du prolétariat n'est pas possible sans sacrifices et sans privations consentis par les ouvriers. La Russie des soviets ne supporte-t-elle pas le blocus depuis trois ans ?

Si la révolution, momentanément, ne se développe pas dans les autres pays, l'Italie peut traverser une période aussi âpre et difficile que celle traversée par le prolétariat russe, depuis le jour de la grande révolution de novembre 1917. Mais il est beaucoup plus probable que la marche de la révolution italienne ne sera pas aussi difficile que celle de la révolution russe. La Russie a dû lutter longtemps, toute seule, contre l'internationale bourgeoise. La révolution du prolétariat italien, en tout cas, ne sera pas isolée.

La classe ouvrière italienne est merveilleusement unanime. Le prolétariat italien, est unanimement pour la révolution. La bourgeoisie italienne ne pourrait pas se fier à ses troupes régulières : à l'instant décisif, ces troupes passeraient du côté des insurgés. Le prolétariat agricole est pour la révolution.

Le dernier mot appartient au Parti des ouvriers italiens. La bourgeoisie voit l'orage qui approche et essaye fébrilement de constituer sa garde blanche. Les massacres

continuels et les continuelles batailles entre les ouvriers et les sbires de la bourgeoisie nous démontrent que la guerre civile s'accroît de plus en plus. Dans cette situation, toute incertitude dans la conduite, toute hésitation à l'intérieur du Parti, peuvent être la source d'incalculables désastres pour la classe ouvrière italienne.

Au lieu d'assurer les capitalistes contre le triomphe de la révolution, il est nécessaire de garantir le succès de la révolution ; on ne peut pas y arriver avec des insurrections partielles, mais seulement avec une lutte décisive et bien organisée.

Le Comité Exécutif attire votre attention sur le fait qu'il y a un autre grave danger : celui de retarder longtemps artificiellement l'explosion de la révolution. L'Europe entière se trouve économiquement épuisée d'une telle façon que les réserves du régime capitaliste diminuent avec une rapidité catastrophique. C'est vraiment de ces réserves, qui sont le fruit du long travail du prolétariat, que les ouvriers vainqueurs devront vivre pendant la première période de leur domination. Voilà pourquoi, de même que pour toutes les autres conditions, chaque jour de retard inutile représente un obstacle immense de plus pour la révolution prolétarienne.

Nous répétons encore une fois que : « Nous sommes contre toute provocation artificielle d'insurrection ; nous sommes contre les insurrections isolées et inconsidérées. Mais nous ne voulons pas que le Parti prolétaire se transforme en un corps de pompiers, destiné à éteindre la flamme de la révolution lorsqu'elle jaillit de tous les pores de la société capitaliste. »

L'Italie présente aujourd'hui toutes les conditions essentielles qui peuvent garantir la victoire d'une grande révolution prolétarienne, d'une révolution vraiment populaire. Il faut le comprendre, et cela doit être le point de départ.

Tel est le point de vue de la 3<sup>ème</sup> Internationale. C'est maintenant aux camarades italiens de décider de ce qui leur reste à faire.

Nous croyons que de ce point de vue, le Parti Socialiste Italien a agi et continue d'agir avec trop d'hésitation. Chaque jour, nous recevons la nouvelle de nouveaux désordres en Italie. Tous les témoins, y compris vos délégués eux-mêmes, assurent qu'en Italie il y a une véritable situation révolutionnaire. Et pourtant, le P.S.I., en beaucoup d'occasions, se tient à l'écart ; dans d'autres circonstances, il se contente de contenir le mouvement, au lieu de s'efforcer de le généraliser, de lui donner le mot d'ordre, de l'organiser, de le diriger selon un plan déterminé, de le transformer, pour attaquer enfin énergiquement le domaine bourgeois. Le Parti, en plusieurs endroits, abandonne les masses aux mains des anarchistes, et s'expose ainsi au danger de perdre son autorité. Cette tactique est pleine de conséquences déplorables, dont on ne peut mesurer la portée. De cette façon, ce n'est pas le Parti qui conduit les masses, ce sont, au contraire, les masses qui poussent le Parti. Le Parti est traîné à la remorque des événements, ce qui est absolument inadmissible.

Si nous examinons les causes d'un tel état de choses nous voyons que la principale consiste dans le fait que le Parti est souillé par des éléments réformistes ou libéraux bourgeois qui, le jour de la révolte, se changeront en véritables agents de la contre-révolution, ennemis de la classe ouvrière. Il est ingénu et absurde de confondre la politesse et l'honnêteté personnelle de ces individus avec le mal objectif qu'ils accomplissent.



Turati, Modigliani, Prampolini,<sup>10</sup> etc., peuvent être très honnêtes personnellement, mais en fait ils sont des ennemis de la révolution, et comme tels ils ne peuvent absolument pas rester dans le parti du prolétariat communiste. Tout discours parlementaire, tout article, toute brochure réformiste est en effet une arme intellectuelle dans les mains de la bourgeoisie contre le prolétariat. Il n'est pas possible de préparer les masses à la dictature du prolétariat si, dans nos rangs, nous gardons les ennemis de la dictature ; de même, on ne peut pas préparer les masses à la lutte violente, pendant que parmi nous il y a des adversaires de principe d'une telle lutte. Il est impossible de préparer les masses pour la révolution si, parmi nous, il y a des ennemis de la révolution, partisans de la pénétration pacifique du socialisme.

Mais, puisque ces individus continuent à rester dans le Parti Socialiste italien, on comprend que la tactique de celui-ci ne peut pas être uniforme. La fraction parlementaire se traîne avec le poids mort encombrant du réformisme et cela l'empêche d'avoir une ligne d'action vraiment révolutionnaire. L'utilisation de la tribune parlementaire est nécessaire au prolétariat. Mais pour cela, il est nécessaire aussi que la fraction parlementaire du prolétariat exprime la tactique révolutionnaire du prolétariat. Malheureusement, on ne pourrait pas dire qu'il en est ainsi de la part de la fraction parlementaire du P.S.I. Cet état de choses produit à l'intérieur du Parti une tendance abstentionniste. Cette tendance a tort dans l'abstention, mais elle a parfaitement raison d'exiger l'exclusion des réformistes du Parti.

Dans les syndicats, la situation est encore plus grave. Il est nécessaire, pour que le prolétariat ait la victoire, que le Parti Socialiste prenne la direction de ces organisations. Les plus importantes places sont occupées par des réformistes, par une clique bureaucratique qui détient l'appareil de direction des syndicats et qui fait tous les efforts pour freiner la marche de la révolution.

Pour caractériser la tactique de ces messieurs, il suffit de dire que depuis six années, dans la crainte de perdre la direction de la C.G.T., ils n'ont plus convoqué le Congrès des Syndicats.

Les ouvriers sont pour la révolution et les dirigeants des syndicats sont contre la révolution. Les syndicats italiens, alliés au Parti, sont, aujourd'hui encore, adhérents à l'Internationale jaune et traîtresse d'Amsterdam, qui est une évidente agence impérialiste. Les dirigeants de vos syndicats, tels que d'Arragona et d'autres réformistes, collaborent avec la bourgeoisie. dans les commissions créées par les capitalistes pour la lutte contre la révolution. Une semblable situation est absolument inadmissible. Ce n'est pas de cette façon qu'on prépare la dictature du prolétariat. Le Parti doit exclure les réformistes, et à la place de ceux qui font le jeu de la bourgeoisie, il doit mettre les dirigeants du mouvement révolutionnaire. Le Parti doit aider le prolétariat à transformer les syndicats en des forteresses de la révolution prolétarienne.

Le 2<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste s'est prononcé favorablement au rapprochement de tous les éléments vraiment révolutionnaires et prolétaires, du syndicalisme, de l'anarchisme, des « *shop-stewards committees* » et des I.W.W. En effectuant ce rapprochement, le Congrès a beaucoup aidé le mouvement ouvrier.

---

<sup>10</sup> Giuseppe Emanuele Modigliani (1872-1947), homme politique de l'aile droite du Parti Socialiste italien. Camillo Prampolini (1859-1930), homme politique, un des fondateurs du PSI.

Dans tous les pays, et en Italie principalement, on doit faire la même chose. Les dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires qui, par erreur ou par ignorance, font encore partie des syndicats dirigés par les anarchistes syndicalistes (Union syndicale), sont mille fois plus proches de nous que les réformistes qui veulent adhérer à la 3<sup>ème</sup> Internationale, mais qui, en fait, empêchent la marche de la révolution prolétarienne. On ne peut pas vaincre l'anarchisme si auparavant on ne vainc pas le réformisme.

Les camarades italiens ne doivent pas l'oublier et doivent prendre des décisions sérieuses et nettes sur les tâches des véritables révolutionnaires, pendant l'époque révolutionnaire. L'élimination des éléments réformistes du Parti, et la collaboration avec les meilleurs éléments prolétaires du syndicalisme et de l'anarchisme, pendant la lutte révolutionnaire, voilà notre devise.

Lutter sans merci contre les éléments de droite réformistes, qui sont nos ennemis et les ennemis de la classe prolétarienne ; une constante propagande parmi les masses qui sont dirigées par les syndicalistes et les anarchistes pour éclaircir leurs erreurs ; le rapprochement systématique dans l'action révolutionnaire, telle est notre méthode.

Tout l'art de la stratégie prolétarienne repose sur la liaison du parti avec les grandes masses ouvrières. Aussi, il est indispensable que le parti donne la plus grande attention au très important mouvement des Conseils d'usine ; le parti doit diriger activement ce mouvement, du centre même et sur place, et non pas s'en abstenir sous le prétexte dédaigneux que ce mouvement a un caractère spontané, infantile, non organisé. Le devoir du Parti est justement de remédier à ces défauts et d'aider le mouvement à prendre son maximum de développement pour qu'il puisse aider au triomphe de la révolution. Le sort de tout le mouvement dépend considérablement de l'exacte solution de ces questions.

Les ennemis de la classe ouvrière comprennent parfaitement la situation. Le correspondant du journal bourgeois français *L'Information* a eu raison de dire que le sort de l'Italie est dans les mains du P.S.I. ; si le Parti suit la voie que lui montre Turati, le capitalisme est sauvé ; si le Parti suit la voie révolutionnaire, le capitalisme est fini. Les principaux dirigeants du Parti nous ont dit que tous les jours, la bourgeoisie italienne fait de semblables déclarations.

Celles-ci ne sont pas des affirmations accidentelles. Dans presque tous les pays d'Europe, ce sont les réformistes, les jaunes, les socialistes à l'eau de rose, qui forment le principal soutien de la bourgeoisie.

En Allemagne, ce sont les Scheidemann, les Kautsky qui sauvent la bourgeoisie. En Autriche, ce sont les Bauer et les Renner. En Suède, les Branting et les Palmschern. En Belgique, ce sont les Vandervelde et les De Brouckère. En Hollande, ce sont Troelstra et Vliegen. En Pologne, les Daszyński et les Piłsudski, etc. Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie cherche partout des ministres socialistes. Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie italienne est toujours prête à prendre comme ministres MM. Modigliani, Dugoni et Cie. Ce n'est pas en vain que le gouvernement italien attire systématiquement dans les plus importantes commissions les réformistes et les « leaders » du mouvement syndical. C'est la conduite de votre parti qui doit aujourd'hui établir la destinée du capitalisme. Le Comité Exécutif exprime la certitude que le Parti ne prolongera plus d'un instant l'existence du capitalisme. Voilà pourquoi, au nom de la solidarité universelle, et de la révolution internationale, le Comité Exécutif

demande à la Direction du P.S.I. de mettre toutes ces questions à l'ordre du jour dans toutes les sections et de les résoudre au Congrès du Parti, le plus tôt possible. Le Comité Exécutif croit indispensable de déclarer qu'il considère la question de l'épuration du Parti et les autres conditions d'admission à la 3<sup>e</sup> Internationale, de façon très exacte. Autrement il ne pourrait pas prendre la responsabilité du P.S.I. devant le mouvement international. Le Comité Exécutif espère que le prolétariat italien ne permettra à aucun de désert sa place dans la grande lutte des classes qui va s'engager, et que dans le mouvement révolutionnaire il se trouvera aux premières lignes pour assurer de son côté le pouvoir inflexible de la dictature prolétarienne.

Le 2<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste a décidé que les Partis Communistes doivent être constitués sur le principe d'une centralisation absolue, et d'une discipline de fer, que les Comités Centraux doivent avoir, d'un Congrès à l'autre, les plus vastes pouvoirs. Il n'est pas possible autrement de diriger la guerre civile, laquelle, ainsi que toutes les guerres, exige une discipline et une forte pression de tous les éléments en lutte. Mais une sérieuse discipline prolétarienne n'est pas possible dans le P.S.I. tant que les places les plus importantes seront gardées par des éléments réformistes.

Chaque discours, chaque action de Turati, Modigliani et Cie est un coup à la discipline de votre Parti. La seule présence de ces messieurs dans le Parti est d'elle-même la négation d'une véritable discipline prolétarienne. L'ennemi est dans votre maison. Il n'est pas possible de maintenir dans ce Parti de prolétaires les adversaires convaincus et conscients de la révolution. L'Internationale Communiste vous demande, ouvriers italiens, ses frères : Délivrez le Parti des éléments bourgeois ! et alors, seulement alors, la discipline du prolétariat pourra conduire la classe ouvrière à la conquête des forteresses du capital.

Le Parti des Indépendants d'Allemagne, qui a un million d'adhérents, le Parti Socialiste français, ainsi que les autres Partis, se sont adressés à la 3<sup>ème</sup> Internationale. Ils veulent adhérer à l'Internationale Communiste. À leur admission, nous avons posé une série de conditions précises (21 conditions) et nous ne les accepterons pas s'ils n'acceptent pas ces conditions.

Nous ne laisserons jamais affaiblir notre organisation de combat. Nous ne cherchons pas seulement le nombre. Nous ne voulons pas avoir des chaînes aux pieds. Nous ne laisserons pas entrer les réformistes dans nos rangs. Ces conditions sont obligatoires pour tous, pour nous ainsi que pour le prolétariat italien. La bataille décisive s'approche : l'Italie sera un pays soviétiste. Le Parti Socialiste italien sera un Parti Communiste. Le prolétariat italien sera la meilleure division de l'armée du prolétariat international.

Vive le Parti Communiste d'Italie !

Vive la République italienne des soviets !

Vive la révolution prolétarienne !

Pétrograd-Moscou, le 27 août 1920.

Le président du C.E. de l'Internationale Communiste : ZINOVIEV.

Les membres du C.E. de l'Internationale Communiste : BOUKHARINE, LÉNINE.

Source : numéro 44/45 du Bulletin communiste (première année), 25 novembre 1920.  
[https://www.marxists.org/francais/inter\\_com/1920/08/italie.htm](https://www.marxists.org/francais/inter_com/1920/08/italie.htm)